

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2023/43265]

19 JUIN 2023. — Loi modifiant l'article 80 du Code judiciaire, visant à permettre le remplacement de certains juges empêchés par des juges suppléants (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 80, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2016, les mots "le président désigne un juge effectif pour le remplacer" sont remplacés par les mots "le président désigne un juge effectif ou un magistrat suppléant visé à l'article 156bis pour le remplacer".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE
Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be) :
Documents: n° 55- 2686 (2021/2022)
Compte rendu intégral : 15 juin 2023

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2023/43265]

19 JUNI 2023. — Wet tot wijziging van artikel 80 van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de vervanging van bepaalde verhinderde rechters door plaatsvervangende rechters mogelijk te maken (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 80, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden de woorden "wijst de voorzitter een werkend rechter aan om hem te vervangen" vervangen door de woorden "wijst de voorzitter een werkend rechter of een plaatsvervangend magistraat zoals bedoeld in artikel 156bis aan om hem te vervangen".

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE
Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be) :
Stukken: nr. 55- 2686 (2021/2022)
Integraal verslag : 15 juni 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2023/42860]

31 MAI 2023. — Loi instaurant un cadre temporaire de crise de droit passerelle en cas de situations d'urgence et modifiant la loi-programme du 26 décembre 2022 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par:

1° l'arrêté royal n° 38: l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

2° la loi-programme: la loi-programme du 26 décembre 2022;

3° le travailleur indépendant: le travailleur indépendant visé à l'article 3 de l'arrêté royal n° 38;

4° l'aidant: l'aidant visé à l'article 6 de l'arrêté royal n° 38, qui n'est pas conjoint aidant;

5° le conjoint aidant: le conjoint aidant visé à l'article 7bis de l'arrêté royal n° 38;

6° le demandeur: le travailleur indépendant, l'aidant ou le conjoint aidant qui introduit une demande en vue d'obtenir la prestation financière visée dans la présente loi;

7° le bénéficiaire: le travailleur indépendant, l'aidant ou le conjoint aidant qui bénéficie la prestation financière visée dans la présente loi;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2023/42860]

31 MEI 2023. — Wet tot invoering van een tijdelijk crisiskader overbruggingsrecht in geval van noodsituaties en tot wijziging van de programmawet van 26 december 2023 (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1 — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° het koninklijk besluit nr. 38: het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;

2° de programmawet: de programmawet van 26 december 2022;

3° de zelfstandige: de zelfstandige bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 38;

4° de helper: de helper bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 38, die geen meewerkende echtgenoot is;

5° de meewerkende echtgenoot: de meewerkende echtgenoot bedoeld in artikel 7bis van het koninklijk besluit nr. 38;

6° de aanvrager: de zelfstandige, helper of meewerkende echtgenoot die een aanvraag indient tot het bekomen van het in deze wet bedoelde financiële uitkering;

7° de begunstigde: de zelfstandige, helper of meewerkende echtgenoot die de in deze wet bedoelde financiële uitkering geniet;

8° la caisse d'assurances sociales: la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants visée à l'article 20, §§ 1^{er} et 3, de l'arrêté royal n° 38;

9° l'Institut national: l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants visé à l'article 21 de l'arrêté royal n° 38.

CHAPITRE 2 — *Le champ d'application*

Art. 3. § 1^{er}. Les travailleurs indépendants, les aidants et les conjoints aidants qui sont confrontés à des difficultés économiques en raison d'une situation d'urgence sociale et/ou socio-économique sans être contraints d'interrompre ou de cesser leur activité indépendante, peuvent prétendre temporairement à la prestation financière visée à l'article 196, § 1^{er}, de la loi-programme. Il s'agit du cadre temporaire de crise de droit passerelle en cas de situations d'urgence.

Dans le cadre du présent article, il est question d'une situation d'urgence sociale et/ou socio-économique telle que visée à l'alinéa précédent lorsqu'au moins un des événements suivants se produit:

- des événements qui ont un lourd impact économique qui ne se limite pas à un secteur et qui dépasse le contexte national;
- des événements qui affectent le tissu social national, régional ou local dans plusieurs de ses facettes.

§ 2. Le Roi déclare la situation d'urgence visée au paragraphe 1^{er} pour une durée déterminée qui est strictement nécessaire et qui ne peut en aucun cas dépasser trois mois par un arrêté délibéré en Conseil des ministres. Pendant cette période, le cadre temporaire de crise de droit passerelle en cas de situations d'urgence s'applique.

À l'issue de la période visée à l'alinéa 1^{er}, le Roi peut déclarer le maintien de la situation d'urgence chaque fois pour une nouvelle période de trois mois au maximum par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 3. L'arrêté royal visé au paragraphe 2 détermine:

1. les raisons pour lesquelles l'événement évoqué correspond à la description donnée au paragraphe 1^{er};
2. le groupe cible spécifique de travailleurs indépendants auquel s'applique le cadre temporaire de crise de droit passerelle en cas de situations d'urgence sur base d'une délimitation territoriale et/ou sectorielle;
3. la/les situation(s) visée(s) à l'article 5 de la présente loi qui entraîne(nt) l'octroi de la prestation financière;
4. la manière dont le demandeur démontre qu'il se trouve dans la situation déterminée conformément au point 3;
5. la période d'application dans le temps du cadre temporaire de crise de droit passerelle en cas de situations d'urgence.

CHAPITRE 3 — *Les conditions*

Art. 4. Les travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants doivent remplir les conditions cumulatives suivantes:

1° prouver leur assujettissement dans le cadre de l'arrêté royal n° 38 pendant les quatre trimestres qui précèdent le premier jour du trimestre suivant le trimestre du mois civil sur lequel porte la demande.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en vertu de l'article 3 de la présente loi, modifier le nombre de trimestres d'assujettissement requis, étant entendu qu'il peut réduire ce nombre de trimestres à un minimum de deux et l'augmenter à un minimum de six;

2° pour la période visée au 1°, être redevable des cotisations visées aux articles 12, §§ 1^{er}, 1^{er}bis ou 1^{er}ter, ou 13bis, § 2, 1°, 1°bis ou 2°, de l'arrêté royal n° 38.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en vertu de l'article 3 de la présente loi, étendre le champ d'application personnel du cadre de crise temporaire de droit passerelle en cas de situations d'urgence aux travailleurs indépendants visés aux articles 12, § 2, ou 13, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 38, pour autant que le montant de leurs cotisations provisoires légalement dues pendant la période visée au 1° soit au moins égal à celui des cotisations visées à l'article 12, § 1^{er}, précité, et à condition que ces catégories de travailleurs indépendants soient impactées de la même manière par la situation d'urgence;

3° avoir effectivement payé des cotisations provisoires légalement dues visées au 2° ou avoir constitué des droits à la pension conformément à l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants pour au moins quatre trimestres, pendant la période de seize trimestres qui précède le

8° het sociaal verzekeringsfonds: de sociale verzekeringskas voor zelfstandigen bedoeld in artikel 20, §§ 1 en 3, van het koninklijk besluit nr. 38;

9° het Rijksinstituut: het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen bedoeld in artikel 21 van het koninklijk besluit nr. 38.

HOOFDSTUK 2 — *Het toepassingsgebied*

Art. 3. § 1. Zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten die als gevolg van een maatschappelijke en/of socio-economische nood situatie geconfronteerd worden met economische moeilijkheden zonder dat zij zich genoodzaakt zien om hun zelfstandige activiteit te onderbreken of stop te zetten, komen tijdelijk in aanmerking voor de financiële uitkering bedoeld in artikel 196, § 1, van de programmawet. Dit wordt het tijdelijk crisiskader overbruggingsrecht in geval van noodsituaties genoemd.

Voor de toepassing van dit artikel is er sprake van een maatschappelijke en/of socio-economische nood situatie in de zin van het vorige lid wanneer minstens één van de volgende gebeurtenissen zich voordoet:

- gebeurtenissen die een zware economische impact hebben die niet beperkt blijft tot één sector en de nationale context overstijgt;
- gebeurtenissen die het maatschappelijk leven op nationaal, regionaal of lokaal niveau in meerdere facetten raken.

§ 2. De Koning kondigt de in de eerste paragraaf bedoelde nood situatie af voor een bepaalde duur die strikt noodzakelijk is en in geen geval langer mag zijn dan drie maanden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tijdens deze bedoelde periode is het tijdelijk crisiskader overbruggingsrecht in geval van nood situaties van kracht.

Na het verstrijken van de periode bedoeld in het vorige lid, kan de Koning de instandhouding van de nood situatie afkondigen, telkens voor een nieuwe periode van maximaal drie maanden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 3. Het koninklijk besluit bedoeld in paragraaf 2 bepaalt:

1. de redenen waarom de bedoelde gebeurtenis beantwoordt aan de beschrijving bedoeld in paragraaf 1;
2. de specifieke doelgroep van zelfstandigen waarop het tijdelijk crisiskader overbruggingsrecht in geval van nood situaties van toepassing is, door middel van territoriale en/of sectoriële afbakening;
3. in welke van de in artikel 5 van deze wet voorziene situaties de financiële uitkering kan worden toegekend;
4. de wijze waarop de aanvrager aantoont zich te bevinden in de overeenkomstig punt 3 bepaalde situatie;
5. de geldingsduur van het tijdelijk crisiskader overbruggingsrecht in geval van nood situaties.

HOOFDSTUK 3 — *De voorwaarden*

Art. 4. De zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten moeten aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1° hun verzekeringsplicht bewijzen in het kader van het koninklijk besluit nr. 38 gedurende de vier kwartalen die onmiddellijk voorafgaan aan de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin de kalendermaand valt waarop de aanvraag betrekking heeft.

De Koning kan, in het besluit vastgesteld krachtens artikel 3 van deze wet, het aantal vereiste kwartalen verzekeringsplicht aanpassen, met dien verstande dat hij het aantal kwartalen kan verminderen tot minimaal twee en kan vermeerderen tot minimaal zes;

2° voor de in 1° bedoelde periode, de in de artikelen 12, §§ 1, 1bis of 1ter, of 13bis, § 2, 1°, 1°bis of 2°, van het koninklijk besluit nr. 38 bedoelde bijdragen verschuldigd zijn.

De Koning kan, in het besluit vastgesteld krachtens artikel 3 van deze wet, het personeel toepassingsgebied van het tijdelijk crisiskader overbruggingsrecht in geval van nood situaties uitbreiden tot de zelfstandigen beoogd door de artikelen 12, § 2, of 13, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 38, voor zover het bedrag van hun wettelijk verschuldigde voorlopige sociale bijdragen tijdens de in 1° bedoelde periode minstens gelijk is aan dat van de bijdragen bedoeld in voormeld artikel 12, § 1, en op voorwaarde dat deze categorieën zelfstandigen op dezelfde manier worden getroffen door de nood situatie;

3° de in 2° bedoelde wettelijk verschuldigde voorlopige bijdragen effectief betaald hebben of pensioenrechten hebben opgebouwd overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, voor minstens vier kwartalen tijdens het tijdvak van zestien

premier jour du trimestre suivant le trimestre du mois civil sur lequel porte la demande.

Si le travailleur indépendant, l'aidant ou le conjoint aidant ne peut prouver son assujettissement dans le cadre de l'arrêté royal n° 38 qu'au cours des douze trimestres précédant immédiatement le premier jour du trimestre du mois civil sur lequel porte la demande ou moins, il suffit qu'il ait effectivement payé ses cotisations provisoires légalement dues pendant au moins deux trimestres;

4° avoir en Belgique leur résidence principale, au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Art. 5. Au moment où le Roi active le cadre de crise de droit passerelle en cas de situations d'urgence, il détermine également laquelle/lesquelles des situations suivantes est/sont applicable(s):

1° l'activité indépendante doit être interrompue ou réduite de manière forcée en raison d'une mesure imposée par une autorité compétente;

2° l'activité indépendante connaît une diminution du chiffre d'affaires qui répond aux conditions suivantes:

1. la diminution du chiffre d'affaires doit être due à la situation d'urgence invoquée;

2. la diminution du chiffre d'affaires doit atteindre au moins 30 % et

3. la diminution du chiffre d'affaires doit être déterminée en comparant le chiffre d'affaires du mois civil précédant le mois civil sur lequel porte la demande, au chiffre d'affaires du même mois civil de la dernière année civile complète précédant la situation d'urgence.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en vertu de l'article 3, déterminer les modalités suivantes:

1) augmenter le pourcentage de la diminution minimale du chiffre d'affaires requis pour obtenir la prestation financière visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la présente loi jusqu'à un maximum de 60 %;

2) moduler le montant de la prestation financière en fonction de la diminution requise du chiffre d'affaires, le montant de la prestation financière étant toujours au moins égal à 50 % et au maximum égal à 150 % du montant visé à l'article 196, § 1^{er}, de la loi-programme;

3) modifier le mois civil au cours duquel la diminution du chiffre d'affaires doit être démontrée au mois civil sur lequel porte la demande;

4) modifier le mois de référence par rapport auquel la diminution du chiffre d'affaires doit être démontrée en cas d'absence d'un tel mois de référence légalement déterminé ou s'il n'est pas représentatif.

Le travailleur indépendant, l'aidant ou le conjoint aidant ne bénéficie pas déjà pour le même mois d'une prestation financière visée au chapitre 3 du titre 9 de la loi-programme.

CHAPITRE 4 — Modalités d'exécution

Section 1^{re} — La procédure de demande

Art. 6. § 1^{er}. Les travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants doivent introduire leur demande auprès de la caisse d'assurances sociales à laquelle ils sont affiliés au moment de la demande.

La demande doit être introduite, sous peine de forclusion, au plus tard pendant le deuxième trimestre suivant le trimestre au cours duquel se trouve le mois civil sur lequel porte la demande.

§ 2. La demande doit être introduite par lettre recommandée, par dépôt d'une requête sur place contre accusé de réception ou, si possible, par voie électronique, selon les modalités et conditions déterminées par la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale.

La caisse d'assurances sociales enregistre chaque demande introduite de la manière précitée dans le réseau informatique du statut social des travailleurs indépendants, qui est géré par l'Institut national.

Lorsque la demande est introduite par lettre recommandée à la poste, la date du cachet de la poste vaut comme date à laquelle la demande est introduite.

Lorsque la demande est introduite par le dépôt d'une requête, la caisse d'assurances sociales enregistre la demande immédiatement et remet au demandeur un accusé de réception dans lequel la date d'enregistrement est mentionnée. La date d'enregistrement vaut comme date à laquelle la demande est introduite.

kwartalen dat voorafgaat aan de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal van de kalendermaand waarop de aanvraag betrekking heeft.

Indien de zelfstandige, helper of meewerkende echtgenoot zijn verzekeringsplicht in het kader van het koninklijk besluit nr. 38 slechts kan bewijzen gedurende de twaalf kwartalen die onmiddellijk voorafgaan aan de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal van de kalendermaand waarop de aanvraag betrekking heeft of minder, volstaat het dat hij zijn wettelijk verschuldigde voorlopige bijdragen voor minstens twee kwartalen effectief betaald heeft;

4° in België hun hoofdverblijfplaats hebben, in de zin van artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Art. 5. Op het ogenblik waarop de Koning het crisiskader overbruggingsrecht in geval van noodsituaties activeert, bepaalt hij eveneens welke van de onderstaande situaties van toepassing is:

1° de zelfstandige activiteit dient gedwongen onderbroken of ingeperkt te worden ten gevolge van een door een bevoegde overheid opgelegde maatregel;

2° de zelfstandige activiteit kent een omzetverlies dat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1. het omzetverlies moet te wijten zijn aan de ingeroepen noodsituatie;

2. het omzetverlies moet minstens 30 % bedragen en

3. het omzetverlies moet worden vastgesteld door de omzet van de kalendermaand voorafgaand aan de kalendermaand waarop de aanvraag betrekking heeft te vergelijken met de omzet van diezelfde kalendermaand van het laatste volledige kalenderjaar dat voorafging aan de noodsituatie.

De Koning kan, in het besluit vastgesteld krachtens artikel 3, de volgende modaliteiten bepalen:

1) het percentage van het minimale omzetverlies, vereist voor het verkrijgen van de financiële uitkering bedoeld in artikel 3, eerste lid, van deze wet, verhogen tot maximaal 60 %;

2) het bedrag van de financiële uitkering moduleren in functie van het vereiste omzetverlies, waarbij het bedrag van de financiële uitkering steeds minstens 50 % en maximaal 150 % van het bedrag bedoeld in artikel 196, § 1, van de programmawet, bedraagt;

3) de kalendermaand waarin het omzetverlies moet worden aangetoond aanpassen naar de kalendermaand waarvoor de aanvraag wordt gedaan;

4) de referentiemaand ten opzichte waarvan het omzetverlies moet worden aangetoond aanpassen, in de gevallen waarin de wettelijk bepaalde referentiemaand ontbreekt of niet representatief is.

De zelfstandige, helper of meewerkende echtgenoot geniet voor dezelfde kalendermaand niet reeds een financiële uitkering bedoeld in hoofdstuk 3 van titel 9 van de programmawet.

HOOFDSTUK 4 — Uitvoeringsmodaliteiten

Afdeling 1 — De aanvraagprocedure

Art. 6. § 1. De zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten moeten hun aanvraag indienen bij het sociaal verzekeringsfonds waarbij zij op het moment van de aanvraag zijn aangesloten.

De aanvraag moet, op straffe van verval, ingediend worden ten laatste binnen het tweede kwartaal volgend op het kwartaal waarin kalendermaand ligt waarop de aanvraag betrekking heeft.

§ 2. De aanvraag moet worden ingediend met een aangetekend schrijven, door neerlegging van een verzoekschrift ter plaatse tegen ontvangstbewijs of, indien mogelijk, via elektronische weg, volgens de modaliteiten en voorwaarden vastgesteld in de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid en betreffende de elektronische communicatie tussen ondernemingen en de federale overheid.

Het sociaal verzekeringsfonds registreert elke op bovenvermelde wijze ingediende aanvraag in het informaticanetwerk van het sociaal statuut der zelfstandigen, dat beheerd wordt door het Rijksinstituut.

Wanneer de aanvraag wordt ingediend met een ter post aangetekend schrijven, geldt de datum van de poststempel als datum waarop de aanvraag is ingediend.

Wanneer de aanvraag wordt ingediend door het neerleggen van een verzoekschrift ter plaatse, registreert het sociaal verzekeringsfonds de aanvraag onmiddellijk en overhandigt de aanvrager een ontvangstbewijs waarop de datum van registratie vermeld wordt. De datum van registratie geldt als datum waarop de aanvraag is ingediend.

Lorsque la demande est introduite par voie électronique, la date de l'envoi électronique vaut comme date à laquelle la demande est introduite.

§ 3. La caisse d'assurances sociales invite immédiatement le demandeur à dûment compléter un formulaire de renseignements, à le signer et le renvoyer dans les trente jours.

Section 2 — La décision

Art. 7. La caisse d'assurances sociales vérifie si les conditions de la présente loi et des arrêtés d'exécution sont remplies.

La caisse d'assurances sociales notifie la décision au demandeur par lettre recommandée. Si la demande est rejetée, le motif ainsi que les possibilités d'appel devant le tribunal du travail y sont mentionnés. Le recours doit être introduit dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision de refus.

La caisse d'assurances sociales enregistre la décision dans le réseau informatique du statut social des travailleurs indépendants, qui est géré par l'Institut national.

Dès que la caisse d'assurances sociales a pris une décision, elle procède, si nécessaire, au versement de la prestation financière.

Section 3 — Modifications

Art. 8. § 1^{er}. Dès que la caisse d'assurances sociales est au courant d'un élément quelconque qui fait obstacle au bénéfice de la prestation financière, la caisse d'assurances sociales notifie, par lettre recommandée, une nouvelle décision motivée. Dans cette nouvelle décision, le motif ainsi que les possibilités d'appel devant le tribunal du travail sont mentionnés. Le recours doit être introduit dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision de refus.

La caisse d'assurances sociales enregistre chaque nouvelle décision dans le réseau informatique du statut social des travailleurs indépendants, qui est géré par l'Institut national.

§ 2. Les bénéficiaires sont obligés de communiquer à la caisse d'assurances sociales tout événement susceptible d'avoir une influence sur la prestation financière visée à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la présente loi dans les quinze jours civils.

§ 3. Toute modification susceptible d'affecter la prestation financière visée à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la présente loi produit ses effets le premier jour du mois qui suit le mois de la modification.

Section 4 — Cumul avec un revenu de remplacement dans le cadre de la sécurité sociale

Art. 9. Les bénéficiaires ne peuvent cumuler le montant applicable visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la présente loi avec un ou plusieurs autres revenus de remplacement que dans la mesure où la somme du montant applicable visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la présente loi et des autres revenus de remplacement ne dépasse pas le montant applicable visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la présente loi. En cas de dépassement, le montant applicable visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la présente loi, sera réduit à concurrence de ce dépassement.

Section 5 — Récupération

Art. 10. La caisse d'assurances sociales doit procéder à la récupération des indus, si nécessaire par voie judiciaire. Les montants récupérés sont transmis à l'Institut national.

La caisse d'assurances sociales notifie la décision de récupération par lettre recommandée. La décision mentionne le motif ainsi que les possibilités d'appel devant le tribunal du travail. Le recours doit être introduit dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision de récupération.

Art. 11. L'Institut national peut totalement ou partiellement renoncer à la récupération de la prestation financière indûment payée.

Une telle renonciation n'est possible que:

1° dans des cas dignes d'intérêt et à la condition que le débiteur soit de bonne foi;

2° lorsque la modicité du montant à récupérer ne justifie pas que des frais soient exposés;

3° lorsque la récupération résulte de la rectification d'une erreur commise par la caisse d'assurances sociales compétente ou une autre institution de sécurité sociale.

Wanneer de aanvraag wordt ingediend via elektronische weg, geldt de datum van de elektronische verzending als datum waarop de aanvraag is ingediend.

§ 3. Het sociaal verzekeringsfonds nodigt de aanvrager onverwijld uit om binnen de dertig dagen een inlichtingenformulier behoorlijk in te vullen, te ondertekenen en terug te sturen.

Afdeling 2 — De beslissing

Art. 7. Het sociaal verzekeringsfonds gaat na of aan de voorwaarden van deze wet en de uitvoeringsbesluiten is voldaan.

Het sociaal verzekeringsfonds betekent de beslissing aan de aanvrager bij een aangetekend schrijven. Indien de aanvraag wordt verworpen, worden de reden alsook de beroepsmogelijkheden voor de arbeidsrechtbank er in vermeld. Het beroep moet ingediend worden binnen een termijn van drie maanden na de kennisgeving van de beslissing tot weigering.

Het sociaal verzekeringsfonds registreert de beslissing in het informaticanetwerk van het sociaal statuut der zelfstandigen, dat beheerd wordt door het Rijksinstituut.

Zodra het sociaal verzekeringsfonds een beslissing heeft genomen, gaat het, zo nodig, over tot de uitbetaling van de financiële uitkering.

Afdeling 3 — Wijzigingen

Art. 8. § 1. Zodra het sociaal verzekeringsfonds op de hoogte is van enig element dat een beletsel vormt voor het genot van de financiële uitkering, betekent het sociaal verzekeringsfonds, bij een aangetekend schrijven, een nieuwe gemotiveerde beslissing. In deze nieuwe beslissing worden de reden alsook de beroepsmogelijkheden voor de arbeidsrechtbank vermeld. Het beroep moet ingediend worden binnen een termijn van drie maanden na de kennisgeving van de beslissing tot weigering.

Het sociaal verzekeringsfonds registreert elke nieuwe beslissing in het informaticanetwerk van het sociaal statuut der zelfstandigen, dat beheerd wordt door het Rijksinstituut.

§ 2. De begunstigden zijn verplicht het sociaal verzekeringsfonds elke gebeurtenis die mogelijkerwijze een invloed heeft op de financiële uitkering bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van deze wet, mee te delen binnen de vijftien kalenderdagen.

§ 3. Elke wijziging die een invloed heeft op de financiële uitkering bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van deze wet, heeft uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de maand van de wijziging.

Afdeling 4 — Cumul met een vervangingsinkomen in het kader van de sociale zekerheid

Art. 9. De begunstigden kunnen het toepasselijke bedrag bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van deze wet slechts cumuleren met een of meerdere andere vervangingsinkomens voor zover de som van het toepasselijke bedrag bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van deze wet en de andere vervangingsinkomens niet meer bedraagt dan het toepasselijke bedrag bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van deze wet. Ingeval van overschrijding wordt het toepasselijke bedrag bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van deze wet, verminderd ten belope van deze overschrijding.

Afdeling 5 — Terugvordering

Art. 10. Het sociaal verzekeringsfonds moet overgaan tot de terugvordering van de onrecht uitbetaalde bedragen, zo nodig langs gerechtelijke weg. De teruggevorderde bedragen worden overgemaakt aan het Rijksinstituut.

Het sociaal verzekeringsfonds betekent, bij een aangetekend schrijven, deze beslissing tot terugvordering. In de beslissing worden de reden, alsook de beroepsmogelijkheden voor de arbeidsrechtbank vermeld. Het beroep moet ingediend worden binnen een termijn van drie maanden na de kennisgeving van de beslissing tot terugvordering.

Art. 11. Het Rijksinstituut kan geheel of gedeeltelijk afzien van de terugvordering van de financiële uitkering die ten onrechte werd uitbetaald.

Dergelijke verzaking is slechts mogelijk:

1° in behartigenswaardige gevallen en mits de schuldenaar te goeder trouw is;

2° wanneer de geringheid van het terug te vorderen bedrag niet verantwoordt dat kosten worden gedaan;

3° wanneer de terugvordering voortvloeit uit de rechtzetting van een fout begaan door het bevoegde sociaal verzekeringsfonds of een andere instelling van sociale zekerheid.

Section 6 — Prescription

Art. 12. Sans préjudice des dispositions de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, l'action en paiement de la prestation financière se prescrit par trois ans.

Le délai de trois ans prend cours le premier jour du trimestre qui suit le trimestre au cours duquel se trouve le mois civil sur lequel porte la demande.

Outre les causes mentionnées à l'ancien Code civil, la prescription est interrompue par une requête en paiement introduite par lettre recommandée auprès de la caisse d'assurances sociales compétente. L'interdiction est valable pour trois ans et peut être renouvelée.

En aucun cas, la caisse d'assurances sociales compétente ne peut renoncer au bénéfice de la prescription fixée par le présent article.

Art. 13. L'action en répétition de la prestation financière payée indûment se prescrit par trois ans à partir de la date à laquelle le paiement a été effectué.

Outre les causes mentionnées à l'ancien Code civil, la prescription est interrompue par l'action en répétition des paiements indus notifiée au débiteur par lettre recommandée.

Le délai de prescription est porté à cinq ans si la prestation financière payée indûment a été obtenue à la suite de manœuvres frauduleuses ou de déclarations fausses ou sciemment incomplètes, ou encore si le bénéficiaire n'a pas respecté l'engagement fixé à l'article 8, § 2. Ce délai prend cours à la date à laquelle l'institution a connaissance de manœuvres frauduleuses, de déclarations fausses ou sciemment incomplètes, de circonstances intentionnellement provoquées en vue de l'obtention du droit passerelle ou quelconque avantage ou du fait que le bénéficiaire n'a pas respecté l'engagement fixé à l'article 8, § 2.

Section 7 — Disposition générale

Art. 14. La prestation financière octroyée conformément à la présente loi ne sera pas prise en compte lors de la détermination de la durée maximale du droit passerelle en application de l'article 193, § 3, de la loi-programme.

CHAPITRE 5 — Dispositions modificatives

Art. 15. L'article 196 de la loi-programme du 26 décembre 2022 est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit:

“§ 4. La prestation financière relative au mois civil au cours duquel la période d'octroi visée à l'article 193, §§ 1^{er} et 3, prend fin, est calculée au prorata. Il s'agit d'une prestation financière pour la période qui débute au premier jour dudit mois civil et se termine le jour où prend fin la période d'octroi visée à l'article 193, § 3. Pour cette période, la prestation financière s'élève, pour chaque période de sept jours consécutifs, à 25 % du montant mensuel visé à l'article 196, § 1^{er}.”

Art. 16. L'article 200, alinéa 1^{er}, de la loi-programme du 26 décembre 2022, est complété par la phrase suivante:

“La caisse d'assurances sociales notifie la décision de récupération par lettre recommandée. La décision mentionne le motif ainsi que les possibilités d'appel devant le tribunal du travail. Le recours doit être introduit dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision de récupération.”

CHAPITRE 6 — Disposition transitoire et entrée en vigueur

Art. 17. § 1^{er}. À l'exception de l'alinéa 3, l'article 193, § 3, de la loi-programme du 26 décembre 2022 ne s'applique pas aux travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants qui, en application de l'article 2, § 1^{er}, 5^o, de l'arrêté royal du 6 février portant exécution du chapitre 3 du titre 9 de la loi-programme du 26 décembre 2022, interrompent temporairement ou cessent définitivement leur activité indépendante parce que l'exercice de leur activité indépendante n'est plus rentable en raison de l'augmentation des prix de l'énergie.

§ 2. À condition que le fait visé à l'article 191, § 2, 1^o, de la loi-programme du 26 décembre 2022 se produise dans la période du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 mars 2023, le paragraphe § 1^{er} s'applique:

1^o aux prestations financières visées à l'article 189, 1^o, de la même loi, octroyées pour la période du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 mars 2023;

Afdeling 6 — Verjaring

Art. 12. Onverminderd de bepalingen van artikel 6, § 1, tweede lid, verjaart de vordering tot uitbetaling van de financiële uitkering na verloop van drie jaar.

De termijn van drie jaar neemt een aanvang de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin de kalendermaand ligt waarop de aanvraag betrekking heeft.

Buiten de oorzaken vermeld in het oud Burgerlijk Wetboek wordt de verjaring gestuit door een verzoek tot betaling, bij een aangetekend schrijven, ingediend bij het bevoegde sociaal verzekeringsfonds. De stuiting is geldig voor drie jaar en mag worden hernieuwd.

Het bevoegde sociaal verzekeringsfonds mag in geen geval aan het voordeel van de bij dit artikel bepaalde verjaring verzaken.

Art. 13. De vordering tot terugbetaling van de financiële uitkering die ten onrechte werd betaald, verjaart na verloop van drie jaar te rekenen van de datum waarop de uitbetaling werd gedaan.

Buiten de oorzaken vermeld in het oud Burgerlijk Wetboek wordt de verjaring gestuit door een, bij een aangetekend schrijven, aan de schuldenaar betekende vordering tot terugbetaling van wat ten onrechte werd uitbetaald.

De verjaringstermijn wordt op vijf jaar gebracht indien de ten onrechte uitbetaalde financiële uitkering werd bekomen door bedrieglijke handelingen of door valse of opzettelijk onvolledige verklaringen of nog indien de begunstigde de verplichting bepaald in artikel 8, § 2, niet heeft nageleefd. Die termijn gaat in op de dag waarop het sociaal verzekeringsfonds kennis heeft van de bedrieglijke handelingen, de valse of opzettelijk onvolledige verklaring, het opzettelijk bewerkstelligen van de omstandigheden met het oog op het verkrijgen van het overbruggingsrecht of enig ander voordeel of van het feit dat de begunstigde de verplichting bepaald in artikel 8, § 2, niet heeft nageleefd.

Afdeling 7 — Algemene bepaling

Art. 14. De financiële uitkering die overeenkomstig deze wet wordt toegekend zal niet in rekening worden gebracht bij het bepalen van de maximale duur van het overbruggingsrecht in toepassing van artikel 193, § 3, van de programmawet.

HOOFDSTUK 5 — Wijzigingsbepalingen

Art. 15. Artikel 196 van de programmawet van 26 december 2022 wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende:

“§ 4. De financiële uitkering die betrekking heeft op de kalendermaand waarin de toekenningsperiode bedoeld in artikel 193, §§ 1 en 3, een einde neemt, wordt pro rata berekend. Het betreft de financiële uitkering voor het tijdvak dat aanvangt op de eerste dag van de genoemde kalendermaand en eindigt op de dag waarop de toekenningsperiode bedoeld in artikel 193, § 3, een einde neemt. Voor dat tijdvak bedraagt de financiële uitkering voor elke periode van zeven opeenvolgende dagen 25 % van het maandelijks bedrag bedoeld in artikel 196, § 1.”

Art. 16. Artikel 200, eerste lid, van de programmawet van 26 december 2022 wordt aangevuld met de volgende zin:

“Het sociaal verzekeringsfonds betekent, bij een aangetekend schrijven, deze beslissing tot terugvordering. In de beslissing worden de redenen, alsook de beroepsmogelijkheden voor de arbeidsrechtbank vermeld. Het beroep moet ingediend worden binnen een termijn van drie maanden na de kennisgeving van de beslissing tot terugvordering.”

HOOFDSTUK 6 — Overgangsbepaling en inwerkingtreding

Art. 17. § 1. Met uitzondering van het derde lid is artikel 193, § 3, van de programmawet van 26 december 2022 niet van toepassing op zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten, die, met toepassing van artikel 2, § 1, 5^o, van het koninklijk besluit van 6 februari tot uitvoering van hoofdstuk 3 van titel 9 van de programmawet van 26 december 2022, hun zelfstandige activiteit tijdelijk onderbreken of definitief stopzetten wegens het feit dat de uitoefening van hun zelfstandige activiteit niet langer rendabel is door de stijging van de energieprijzen.

§ 2. Op voorwaarde dat het feit bedoeld in artikel 191, § 2, 1^o, van de programmawet van 26 december 2022 plaatsvindt in de periode van 1 januari 2023 tot en met 31 maart 2023, is paragraaf 1 van toepassing op:

1^o de in artikel 189, 1^o, van diezelfde wet bedoelde financiële uitkeringen, toegekend voor de periode van 1 januari 2023 tot en met 31 maart 2023;

et 2° au maintien des droits sociaux visé à l'article 189, 2°, de la même loi, octroyé pour la période du 1^{er} avril 2023 jusqu'au 30 juin 2023.

Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre dans le temps les périodes visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 15, qui est applicable à tous les faits visés à l'article 191, § 2, de la loi-programme qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2023.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur Belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Indépendants, Le ministre des Classes moyennes, Le ministre des PME, Le ministre des Classes moyennes et des Indépendants, Le ministre des Réformes institutionnelles, Le ministre du Renouveau démocratique,

D. CLARINVAL

Le Ministre des Affaires sociales, Le Ministre de la Santé publique,

F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 0023 – 55-n°3284

Compte rendu intégral : 11 mai 2023

en 2° het in artikel 189, 2°, van diezelfde wet bedoelde behoud van sociale rechten toegekend voor de periode van 1 april 2023 tot en met 30 juni 2023.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de periodes bedoeld in het eerste lid verlengen in de tijd.

§ 3. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 15, dat van toepassing is op alle in artikel 191, § 2, van de programmawet bedoelde feiten die plaatsvinden vanaf 1 januari 2023.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen, De minister van Middenstand, De minister van KMO's, De minister van Middenstand en Zelfstandigen, De minister van Institutionele Hervormingen, De minister van Democratische Vernieuwing,

D. CLARINVAL

De Minister van Sociale Zaken, De Minister van Volksgezondheid,

F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 0023 – 55-n°3284

Integraal verslag : 11 mei 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/43903]

20 JUILLET 2023. — Loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en ce qui concerne la surcharge pour le câble (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 7, § 2, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, la dernière phrase est complétée comme suit: "et est adapté annuellement selon la formule suivante:

$$SC_y = SC_{FC} \times [[70]\% + [30]\% \times (1 + \max(0; IPC_{y-1} / IPC_{FC} - IPC_{Ref,y-1} / IPC_{FC}))]$$

où:

a) SC_y est la surcharge pour le câble applicable lors de l'année y , confirmée au plus tard le 15 janvier de l'année y par la commission à chaque titulaire d'une concession domaniale concerné;

b) SC_{FC} est la surcharge pour le câble déterminée par la commission au moment du financial close;

c) IPC_{y-1} est l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année $y-1$;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/43903]

20 JULI 2023. — Wet tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt met betrekking tot de kabeltoeslag (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 7, § 2, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de laatste zin aangevuld door wat volgt: "en wordt jaarlijks volgens de volgende formule aangepast:

$$KT_y = KT_{FC} \times [[70]\% + [30]\% \times (1 + \max(0; CPI_{y-1} / CPI_{FC} - CPI_{Ref,y-1} / CPI_{FC}))]$$

waarbij:

a) KT_y de kabeltoeslag is die van toepassing is in jaar y , bevestigd door de commissie uiterlijk op 15 januari van het jaar y aan iedere betrokken titularis van een domeinconcessie;

b) KT_{FC} de kabeltoeslag is die de commissie bepaalt op het tijdstip van de financial close;

c) CPI_{y-1} de consumptieprijsindex is voor december van het jaar $y-1$;